

Le dynamisme économique espagnol depuis la crise sanitaire : miracle ou mirage ?

Depuis la fin de la crise sanitaire, l'Espagne se démarque des autres grandes économies européennes par son dynamisme. Au troisième trimestre 2024, le PIB en volume espagnol se situe 7,3 % au-dessus de son niveau de 2019, contre 4,8 % pour la zone euro dans son ensemble. Le chômage continue, par ailleurs, d'y reculer atteignant 11,3 %, contre 26,3 % à son plus haut au premier trimestre 2013.

Des facteurs temporaires expliquent en partie cet écart de dynamisme avec le reste de la zone euro : en particulier, sa relativement faible dépendance aux hydrocarbures en provenance de Russie et sa forte autonomie pour la production d'électricité ont en partie protégé l'Espagne du choc inflationniste qu'ont connu les autres pays européens. En outre, le pays bénéficie d'importants financements européens dans le cadre du plan national de relance et de résilience mis en œuvre depuis la crise sanitaire : ces derniers représentent 13 % du PIB de 2019 (une moitié sous forme de subventions, l'autre sous forme de prêts) et soutiennent l'activité économique depuis 2021. Enfin, une partie de la croissance des revenus des salariés et de leur consommation a été temporairement soutenue par un retour à la normale des marges des entreprises qui avaient beaucoup augmenté après la crise financière de 2008.

D'autres facteurs, plus structurels, expliquent la persistance de la surperformance de l'économie espagnole. D'une part, elle bénéficie aussi d'une forte attractivité touristique, véritable moteur de la croissance depuis la fin de la crise sanitaire. D'autre part, l'Espagne profite d'une dynamique démographique très favorable, tirée par l'immigration de personnes qualifiées provenant d'Amérique du Sud qui s'intègrent plutôt facilement sur le marché du travail. Ainsi, si la croissance du PIB réel est élevée, celle du PIB par habitant paraît beaucoup plus proche de celle de ses voisins européens.

En outre, cette performance économique doit être mise en perspective en s'intéressant à l'évolution au cours des deux dernières décennies. En effet, en 2019, le PIB par habitant espagnol n'était supérieur à son niveau pré-crise financière de 2008 que de quelques points. L'investissement n'a jamais rattrapé son niveau de 2007, et la consommation privée n'est que légèrement supérieure à son niveau d'il y a 17 ans, en dépit de l'accroissement de la population. Une partie de la croissance espagnole provient donc, encore aujourd'hui, d'un effacement progressif du stigmate de la crise financière.

À l'horizon de prévision à la mi-2025, la plupart de ces facteurs continueraient de soutenir la croissance espagnole, notamment la dynamique démographique et l'attractivité touristique du pays. Par ailleurs, les dépenses de relance financées sur fonds européen continueraient de monter en charge en 2025 tandis que la consolidation budgétaire serait modérée. En revanche, l'écart de prix de l'énergie est de moins en moins susceptible de justifier une différence de dynamisme avec les autres pays européens alors que l'inflation a déjà fortement reflué partout en Europe au troisième trimestre 2024. Enfin, à court terme, les gains de salaire réel enregistrés depuis la crise sanitaire continueraient de porter la consommation des ménages. Toutefois, en l'absence de gains de productivité, la dynamique des salaires réels pourrait s'enrayer, les marges des entreprises étant revenues à leur niveau de 2007.

Augustin Baron Rault et Alexandre Simcic

L'Espagne se distingue de ses voisins européens par le dynamisme de sa croissance

Dans un contexte de rattrapage des économies européennes après la crise sanitaire, l'Espagne se distingue par une croissance économique nettement supérieure à celles de ses voisins européens (► **figure 1**). Le PIB espagnol a retrouvé son niveau de 2019 au deuxième trimestre 2022, et s'établit 7,3 % au-dessus de son niveau moyen de 2019 au troisième trimestre 2024 (contre 4,8 % dans l'ensemble de la zone euro).

L'Espagne a été moins touchée par la hausse des prix de l'énergie

Au printemps 2022 et en conséquence de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le prix du gaz en Europe

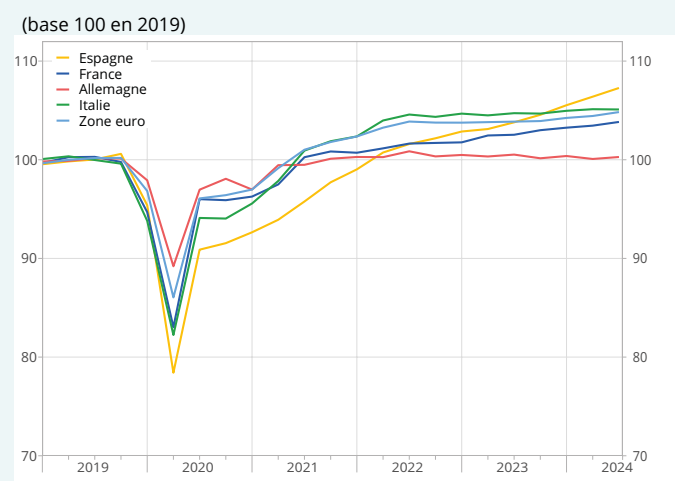
a nettement augmenté, conduisant à une hausse historique sur le continent des prix à la consommation des ménages pour le gaz comme pour l'électricité. La relative faible dépendance directe de l'Espagne aux hydrocarbures en provenance de Russie, ainsi que l'activation du « mécanisme ibérique » de plafonnement des prix de l'électricité permise par sa faible interconnexion ont limité la hausse des prix de l'énergie pour les consommateurs et industriels espagnols (► **figure 2**, ► **éclairage** de la *Note de conjoncture* de mars 2024). Cette spécificité a permis à la fois de préserver le pouvoir d'achat des ménages et de limiter la perte de compétitivité-prix induite par la hausse des prix de l'énergie pour les exportateurs européens (► **éclairage** *Note de conjoncture* de juillet 2024).

Depuis la crise sanitaire, le tourisme redécoule en Espagne, comme dans la plupart des pays du Sud de l'Europe

Depuis 2019, la croissance économique en zone euro est tirée par des facteurs spécifiques à chaque pays (► **figure 3**). Par rapport à ses voisins européens, l'Espagne se caractérise par une consommation publique plus forte, ainsi que, dans une moindre mesure, par un soutien plus marqué du commerce extérieur et de la consommation privée. En revanche, la contribution de l'investissement y est négligeable (► **figure 4**).

En ce qui concerne le commerce extérieur, le soutien à l'activité depuis 2021 provient principalement du solde des services, et en particulier de celui des services de tourisme (► **figure 5**). Entre 2020 et 2023, le PIB a augmenté de 3,6 % et le solde touristique explique à lui seul 0,6 point de croissance, et, à l'inverse, la contribution des échanges de biens est négative (-1,3 point). Cette situation contraste avec les années 2010, où le commerce extérieur espagnol était davantage porté par les échanges de biens que par le tourisme.

► 1. Comparaison des évolutions du PIB dans la zone euro

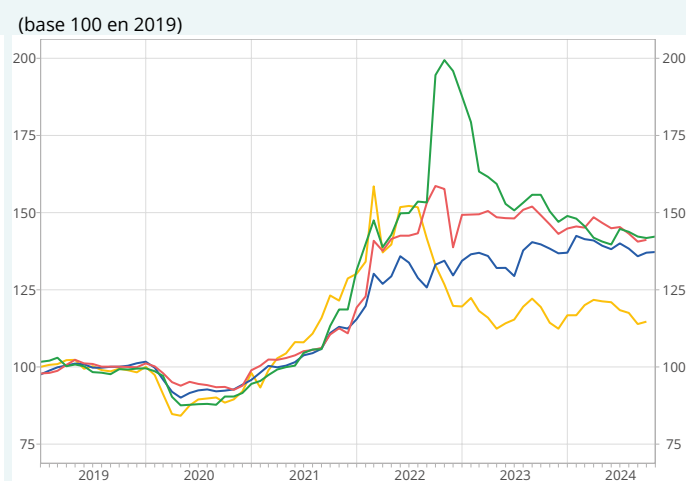


Dernier point : troisième trimestre 2024.

Lecture : au troisième trimestre 2024, le PIB espagnol est supérieur de 7,3 % à son niveau de 2019.

Source : Insee, Destatis, Istat, INE, Eurostat, calculs Insee.

► 2. Comparaison des niveaux de prix énergétiques (au sens de l'indice des prix à la consommation harmonisé, IPCH) dans la zone euro

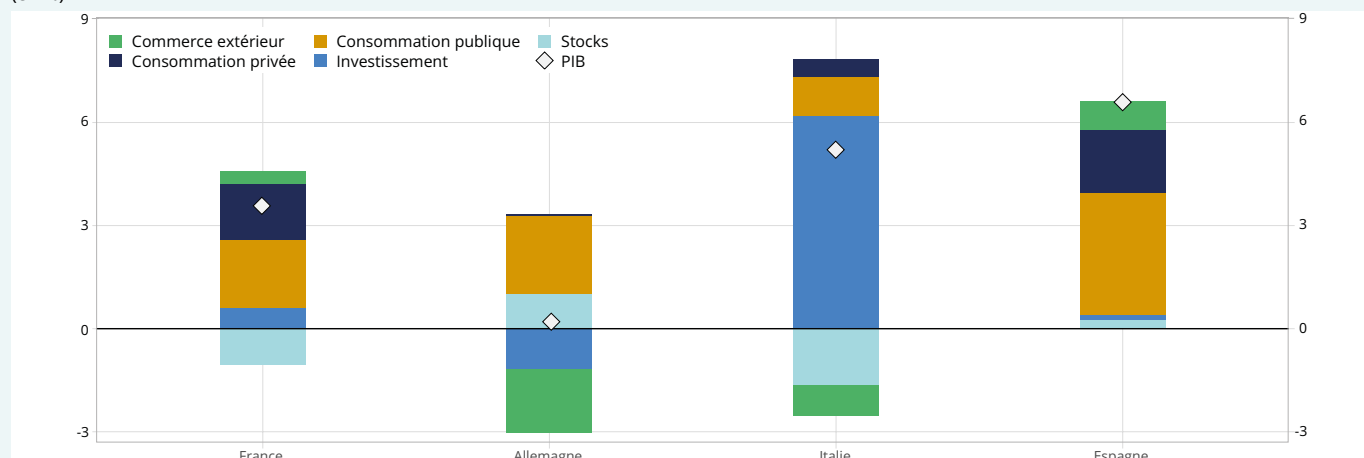


Dernier point : novembre 2024, pour la France et l'Italie, octobre 2024 pour l'Espagne et l'Allemagne.

Lecture : en octobre 2024, l'IPCH énergie pour l'Espagne était supérieur de 14,7 % à son niveau de 2019.

Source : Insee, Destatis, Istat, INE, Eurostat, calculs Insee.

► 3. Contributions à la croissance entre le quatrième trimestre 2019 et le troisième trimestre 2024 dans la zone euro (en %)



Dernier point : troisième trimestre 2024.

Lecture : entre le quatrième trimestre 2019 et le troisième trimestre 2024, le PIB espagnol croît de 6,6 %, et la consommation publique y contribue positivement à hauteur de 3,5 points de pourcentage.

Source : Insee, Destatis, Istat, INE, calculs Insee.

Conjoncture internationale

À partir de 2021 et la levée progressive des mesures sanitaires, le secteur touristique espagnol a, en effet, retrouvé son poids d'avant-crise dans le PIB. En 2023, l'Espagne a accueilli un nombre record de 85,2 millions de touristes étrangers soit une augmentation de 13 % en sept ans, selon son institut national de statistique (INE). Cette forte contribution du tourisme à la croissance est commune à toutes les grandes destinations touristiques de l'Europe du Sud comme la Croatie, la Grèce ou encore le Portugal (►encadré 1 sur le tourisme en Europe).

Un soutien majeur du plan de relance européen

En outre, depuis la crise sanitaire, l'économie espagnole est soutenue par une expansion budgétaire marquée. Le déficit public s'est, certes, fortement réduit, passant de 6,7 % du PIB en 2021 à 3,5 % en 2023, mais cette réduction provient essentiellement du dynamisme des recettes portées par la croissance, tandis que le déficit structurel est resté, de fait, quasi stable (passant de -4,3 % de PIB potentiel en 2021 à -3,9 % en 2023 selon la Commission européenne). Le soutien

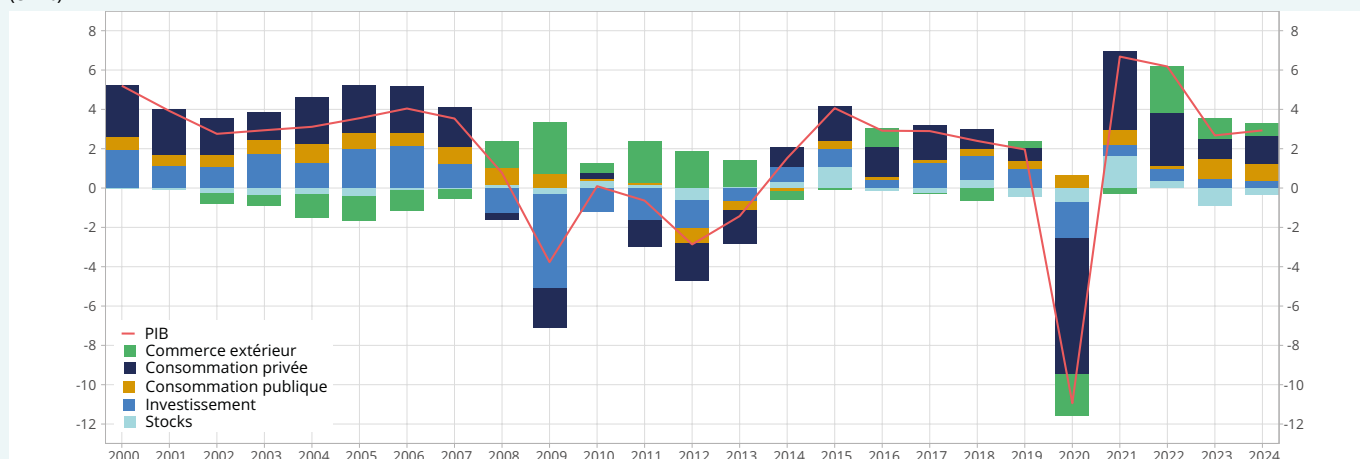
budgétaire à l'activité provient notamment du déploiement du plan de relance européen (*NextGenerationEU*) dont l'Espagne a été l'un des principaux bénéficiaires : les financements prévus représentent 163 Md€ (80 Md€ de subventions et 83 Md€ de prêts), soit 13 % du PIB espagnol de 2019. En octobre 2024, l'Espagne avait perçu 48,3 Md€, soit 29,6 % des ressources totales attendues. Ces fonds soutiennent l'activité sans affecter le solde public (en ce qui concerne les subventions).

Une forte immigration qui soutient la croissance

De façon plus structurelle, la croissance espagnole bénéficie d'une forte dynamique démographique. Au troisième trimestre 2024, le PIB espagnol est 7,3 points au-dessus de son niveau de 2019 contre 3,2 points pour le PIB par habitant (►figure 6). Par ailleurs, alors que le PIB a retrouvé son niveau d'avant-crise sanitaire dès le deuxième trimestre 2022, le PIB par habitant n'a comblé son retard qu'au premier trimestre 2023.

►4. Évolution du PIB et de ses contributions en Espagne depuis 2000

(en %)



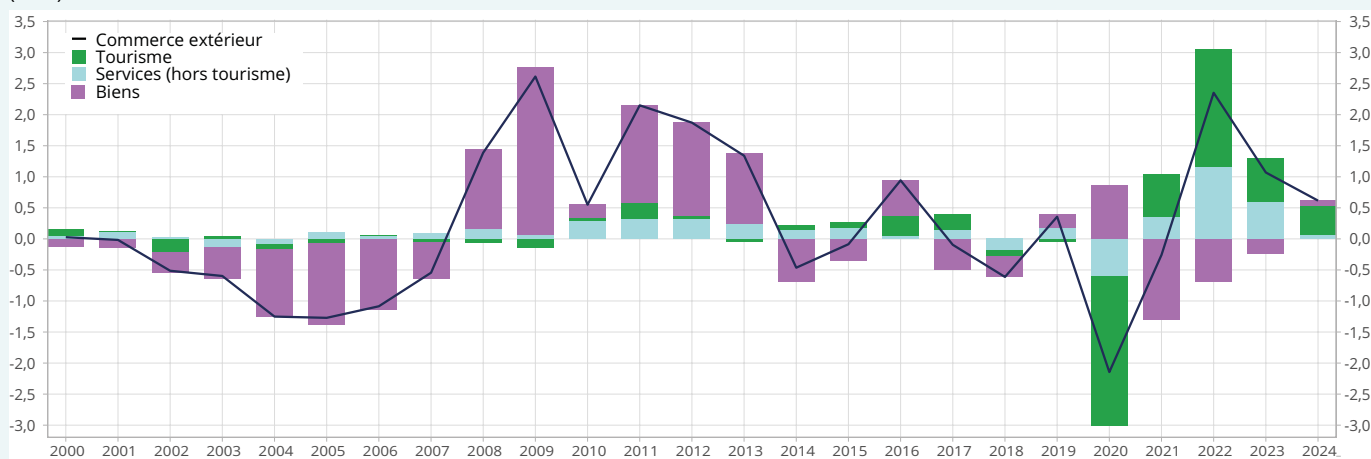
Dernier point : 2024 (acquis au troisième trimestre).

Lecture : en 2022, le PIB espagnol croît de 6,2 %, le commerce extérieur y contribue positivement à hauteur de 2,4 points de pourcentage.

Source : INE, calculs Insee.

►5. Évolution de la contribution du commerce extérieur au PIB et ses composantes en Espagne

(en %)



Dernier point : 2024 (acquis au troisième trimestre).

Lecture : en 2022, la contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB espagnol est de 2,4 points de pourcentage (pp) : les services de tourisme y contribuent positivement (+1,9 pp) alors que le commerce de biens y contribue négativement (-0,7 pp).

Source : INE, calculs Insee.

La hausse de la population espagnole est en grande partie due à la croissance de la population immigrée. Entre juillet 2021 et juillet 2024, le solde migratoire serait de 1,26 million de personnes contre 190 000 pour le solde naturel (► [Funcas, 2024](#)). Sur la même période, 40 % des emplois créés en Espagne ont été pourvus par des étrangers, représentant quelques 800 000 emplois et soulignant l'importance de la dynamique démographique dans la croissance du PIB ces dernières années. Selon le ministère espagnol de l'immigration, 3,1 millions de personnes ont un titre de séjour fin juin 2024 contre 2,4 millions fin 2021 et 2,3 millions fin 2013 (► [figure 7](#)). Cette hausse de 700 000 personnes en moins de trois ans provient pour près de la moitié de personnes venant d'Amérique du Sud et pour un quart de réfugiés ukrainiens. Cet afflux de migrants sud-américains plutôt diplômés (► [Funcas, 2023](#)), constitue un choc d'offre favorable

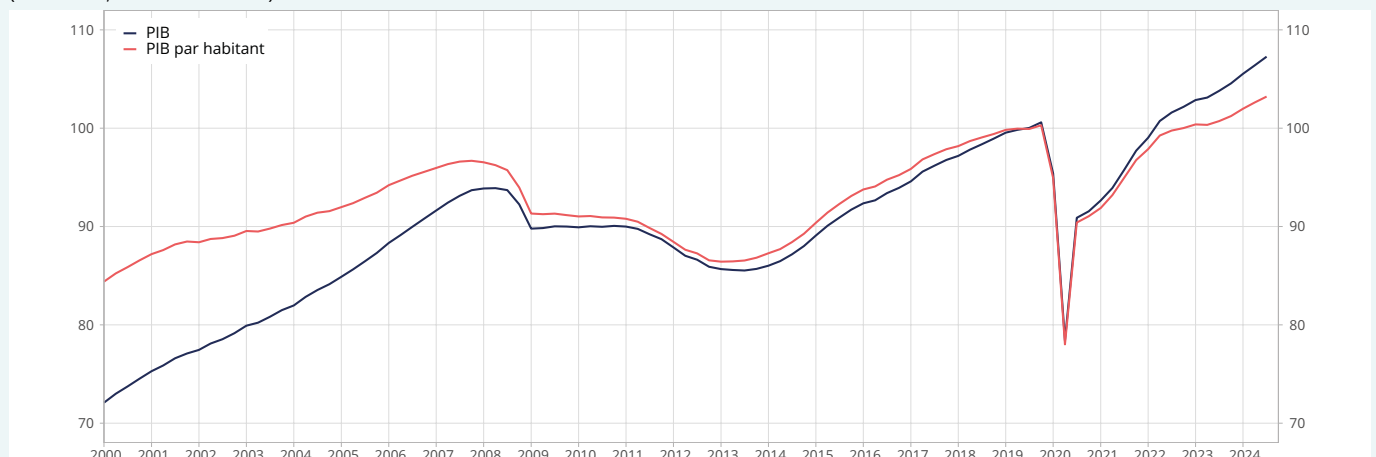
spécifique à l'Espagne : le ratio des personnes de plus de 64 ans parmi les 15-64 ans est bien inférieur à ceux observés en France, en Allemagne et en Italie (► [figure 8](#)).

Le rattrapage du stigmate de 2008 n'était toujours pas terminé en 2019

La bonne performance récente de l'Espagne ces dernières années doit aussi être remise en perspective historique. Au cours des années 2010, le pays avait été davantage pénalisé par la crise des dettes souveraines de 2008 et accusait encore un retard d'activité vis-à-vis de la France et de la zone euro juste avant la crise sanitaire (► [figure 9](#)). Concernant le PIB par habitant, ce retard n'est toujours pas rattrapé en 2023 : il s'établit 4,4 % au-dessus de son niveau de 2007 en Espagne contre 9,5 % dans la zone euro (► [figure 10](#)).

► 6. Évolution du PIB et du PIB par habitant en Espagne depuis 2000

(en volume, base 100 en 2019)



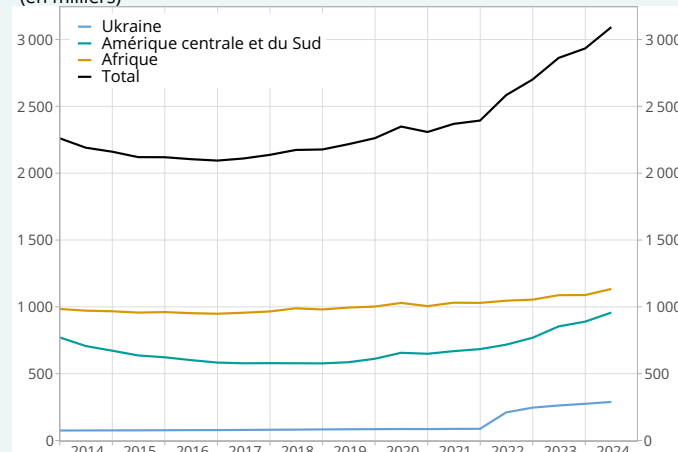
Dernier point : troisième trimestre 2024.

Lecture : au troisième trimestre 2024, le PIB espagnol est supérieur de 7,3 % à son niveau de 2019 contre 3,2 % pour le PIB par habitant.

Source : INE, calculs Insee.

► 7. Évolution des bénéficiaires d'un titre de séjour en Espagne selon le pays d'origine depuis 2014

(en milliers)



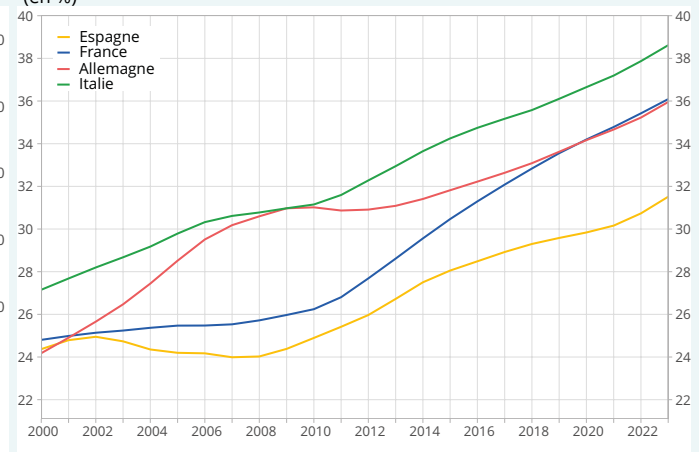
Dernier point : premier semestre 2024.

Lecture : au premier semestre 2024, il y a 3,1 millions de personnes avec un titre de séjour en Espagne.

Source : Observatoire espagnol de l'immigration (OPI), calculs Insee.

► 8. Évolution du ratio des plus de 64 ans sur les 15-64 ans en Europe

(en %)



Dernier point : 2023.

Lecture : en Espagne, en 2023, il y avait à 31,5 personnes de plus de 64 ans pour 100 personnes âgées de 15 à 64 ans.

Source : Banque mondiale, calculs Insee.

À titre d'exemple, l'Espagne n'a retrouvé son niveau d'activité pré-crise financière qu'en 2017 (contre 2011 pour la France).

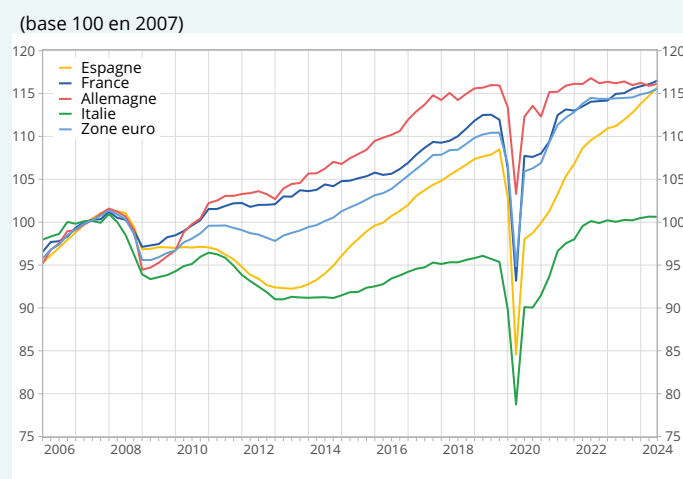
C'est notamment le cas de l'investissement qui s'établit, au troisième trimestre 2024, 16,9 % en dessous de son pic du quatrième trimestre 2007 (► [figure 11](#)). Si le niveau de 2007 a été artificiellement soutenu par la bulle immobilière, l'investissement en équipement a aussi été en retrait depuis, se situant en 2024 toujours en deçà de son niveau de 2007.

Dans une moindre mesure, c'est aussi le cas de la consommation privée, qui, en dépit de l'accroissement de la population sur la période, ne s'établit au troisième trimestre 2024 que 4,6 % au-dessous de son niveau de 2007, dans un contexte de gains de pouvoir d'achat limités au cours de la décennie précédente.

Une baisse probable du chômage structurel grâce à un meilleur fonctionnement du marché du travail

Le potentiel de rebond de l'économie espagnole est également visible sur le marché du travail, marqué depuis dix ans par un spectaculaire reflux du taux de chômage (► [figure 12](#)), passé de 26,3 % au premier trimestre 2013 à 11,3 % au troisième trimestre 2024. Cette baisse du taux de chômage n'est toutefois pas que conjoncturelle : elle a également été rendue possible au cours de la deuxième moitié des années 2010 par un meilleur fonctionnement du marché du travail. Celui-ci a été permis par des réformes structurelles entre 2010 et 2012 qui ont réduit la forte dualité sur le marché du travail espagnol en limitant le recours aux CDD mais aussi en assouplissant les règles de licenciement des CDI (► [Direction Générale du Trésor, 2016](#)). Cela s'est traduit par le déplacement de la courbe de Beveridge au cours de la deuxième moitié des années 2010 : à taux de chômage donné, le taux de vacance d'emplois a diminué (► [encadré 2](#)).

► 9. Évolution du PIB dans la zone euro depuis 2006



Dernier point : troisième trimestre 2024.

Lecture : au troisième trimestre 2024, le PIB réel espagnol s'établit 15,7 % au-dessus de son niveau de 2007.

Source : Insee, Destatis, Istat, INE, Eurostat, calculs Insee.

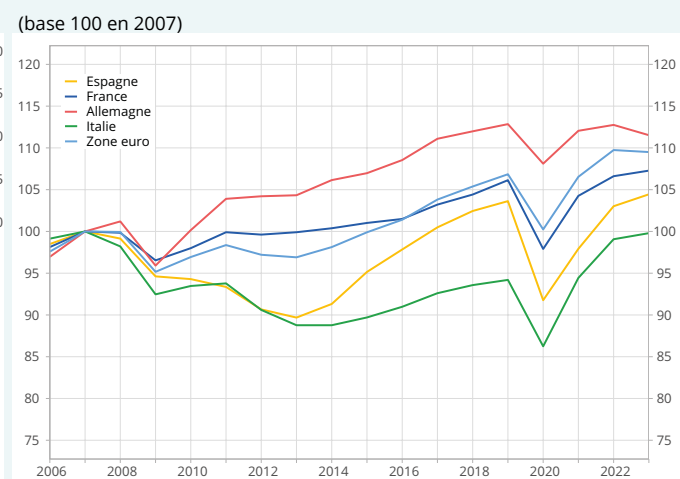
Un soutien temporaire des revenus salariés et de la demande lié au retour à la normale des marges des entreprises, très élevées en 2019

Enfin, la période 2019-2024 a connu un soutien temporaire lié à la compression des marges des entreprises. Si le taux de marge est resté stable de 1999 à 2007, il a fortement augmenté après la crise financière, notamment en raison de la hausse du chômage qui a fortement dégradé le pouvoir de négociation des salariés. Ce niveau de marge est resté élevé jusqu'en 2019 et a permis aux entreprises, après la crise sanitaire, d'augmenter les salaires et donc d'alimenter la demande (► [figure 13](#)) sans dégrader leur compétitivité-prix. En conséquence, le taux de marge a fortement reculé de 42,3 % début 2019 à 36,6 % au deuxième trimestre 2024 (► [figure 14](#)).

À court terme, la plupart de ces facteurs continueraient de soutenir l'activité

À l'horizon de prévision à la mi-2025, l'économie espagnole continuerait de croître plus rapidement que ses voisins européens, comme le suggèrent les enquêtes de conjoncture (► [fiche zone euro](#)). L'activité croîtrait de +0,6 % à l'automne 2024, un peu entravée par les importantes inondations survenues dans la région de Valence, et garderait ce rythme au premier trimestre 2025, avant de ralentir quelque peu au printemps (+0,5 %). L'acquis de croissance à mi-année 2025 serait de +2,1 %, après une année 2024 déjà très dynamique (+3,1 % de croissance du PIB en moyenne annuelle).

► 10. Évolution du PIB par habitant dans la zone euro depuis 2006



Dernier point : 2023.

Lecture : en 2023, le PIB par habitant espagnol s'établit 4,4 % au-dessus de son niveau de 2007.

Source : Insee, Destatis, Istat, INE, Eurostat, calculs Insee.

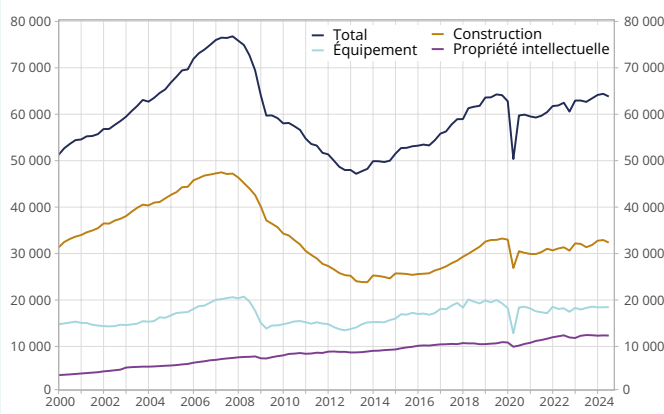
En effet, les différents facteurs de soutien de l'économie perdureraient, notamment la dynamique démographique et l'attractivité touristique du pays. En outre, les dépenses de relance financées sur fonds européen continueraient de monter en charge en 2025 (45 Md€ après 27 Md€ en 2024, comprenant à la fois des prêts et des subventions). Selon la Commission européenne, en cumul entre 2021 et 2025, le plan de relance pourrait ainsi augmenter le PIB espagnol entre 2,7 % et 3,5 %. En revanche, l'écart de prix de l'énergie avec les autres pays européens contribuerait moins au dynamisme spécifique de l'économie espagnole, l'inflation ayant déjà fortement reflué partout en Europe au troisième trimestre 2024.

En ce qui concerne le marché du travail, le rattrapage à l'œuvre depuis dix ans ne semble pas achevé : le

taux de chômage espagnol reste nettement supérieur à 10 %, contre en moyenne 6,3 % en zone euro au troisième trimestre 2024. Toutefois, des signes de tension apparaissent : depuis la fin des années 2010, la courbe de Beveridge a cessé de se déplacer et la baisse du taux de chômage observée depuis lors se traduit désormais par une lente remontée du taux de vacance. De plus, les entreprises espagnoles ne pourront pas puiser indéfiniment sur leurs marges pour financer des gains de salaires réels sans gain de productivité : ce dernier facteur de soutien pourrait rapidement s'épuiser. À l'inverse, le taux d'épargne des ménages, qui a beaucoup augmenté, pourrait diminuer un peu, apportant un nouveau soutien à l'activité (► **éclairage** consacré au taux d'épargne des ménages européens). ●

► 11. Évolution de l'investissement et de ses composantes en volume

(en millions d'euros 2020)



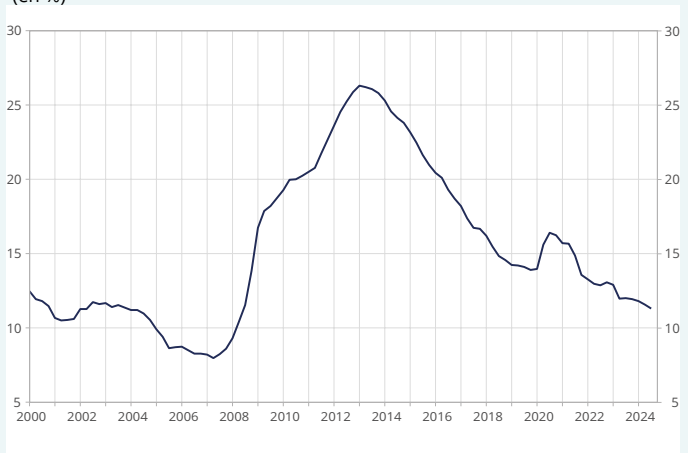
Dernier point : troisième trimestre 2024.

Lecture : au troisième trimestre 2024, l'investissement total en Espagne s'établit à 63,8 Md€ 2020.

Source : Eurostat, calculs Insee.

► 12. Évolution du taux de chômage en Espagne

(en %)



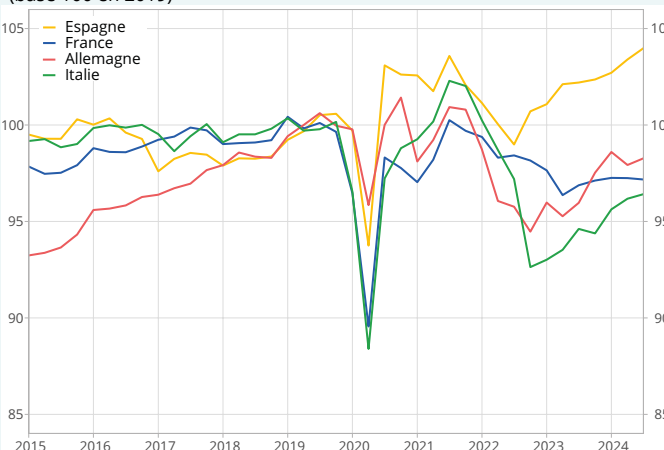
Dernier point : troisième trimestre 2024.

Lecture : au troisième trimestre 2024, le taux de chômage en Espagne s'établit à 11,3 %.

Source : INE, calculs Insee.

► 13. Évolution des salaires réels par rapport à 2019 en Europe

(base 100 en 2019)



Dernier point : troisième trimestre 2024.

Lecture : au deuxième trimestre 2024, en Espagne, le niveau des salaires réels déflatés par l'IPCH est 3,4 % au-dessus de son niveau de 2019.

Source : Eurostat, calculs Insee.

► 14. Évolution du taux de marge des sociétés non-financières en Espagne

(en %)



Dernier point : deuxième trimestre 2024.

Lecture : au deuxième trimestre 2024, le taux de marge des sociétés non-financières est de 36,6 %.

Source : Eurostat, calculs Insee.

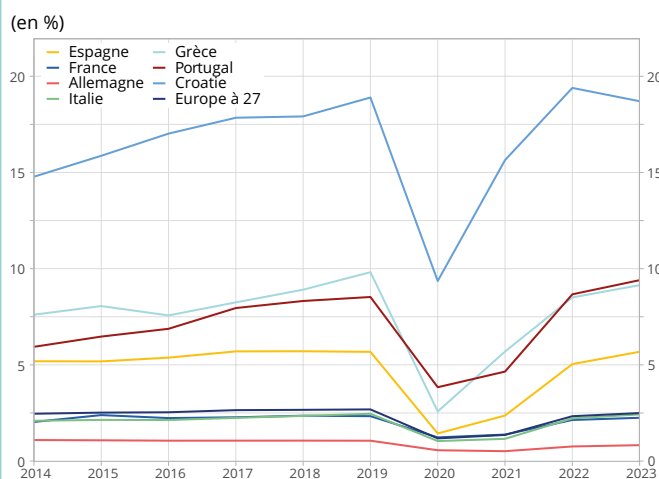
Encadré 1 – L'impact du tourisme sur l'activité des différents pays d'Europe

L'économie espagnole, deuxième destination touristique européenne en 2023 en nombre de touristes derrière la France, se distingue des grandes économies européennes par le poids important du secteur touristique dans son activité économique nationale. Depuis 2014, hors crise sanitaire, les exportations de services de voyage pèsent un peu plus de 5 % du PIB nominal espagnol (► **figure 15**), une part relativement stable depuis lors, mais bien au-dessus de celle de la moyenne européenne (2,5 %). À titre de comparaison, ce secteur représente une part moins importante du PIB en France (2,2 %), en Italie (2,3 %) et en Allemagne (1,0 %) alors qu'ils sont respectivement la première, la troisième et la quatrième destinations touristiques de l'Union européenne.

La part du tourisme dans l'économie espagnole reste en deçà de celle observée dans d'autres pays d'Europe méridionale, comme le Portugal, la Grèce ou la Croatie. Ces derniers se distinguent aussi par une augmentation continue depuis dix ans du poids du secteur touristique dans l'économie, à l'inverse des premières destinations touristiques européennes où cette part reste plus stable. Ainsi, en Croatie, les exportations de services de voyage pesaient 14,8 % du PIB en 2014 contre 19,4 % en 2022.

C'est d'ailleurs en Croatie que la baisse de l'activité touristique pendant la crise sanitaire a eu le plus de conséquences sur l'activité économique. En 2020, la chute brutale des exportations de services de voyage a contribué à hauteur de -10,4 points à la baisse du PIB croate (► **figure 16**). En Grèce, au Portugal et en Espagne, la contribution du tourisme à la chute de l'activité s'est établie cette même année entre -7,5 points et -4,4 points de PIB. En 2023, dans ces pays, le secteur touristique continue d'appuyer fortement la croissance. Il y contribue entre +2,2 points en Croatie et +1,2 point en Espagne. En revanche, le soutien des exportations de services de voyage à l'activité économique est plus limité dans les grandes économies européennes : de +0,4 point en Italie à +0,1 point en Allemagne. ●

► 15. Évolution de la part des exportations de services de voyage par rapport au PIB en Europe

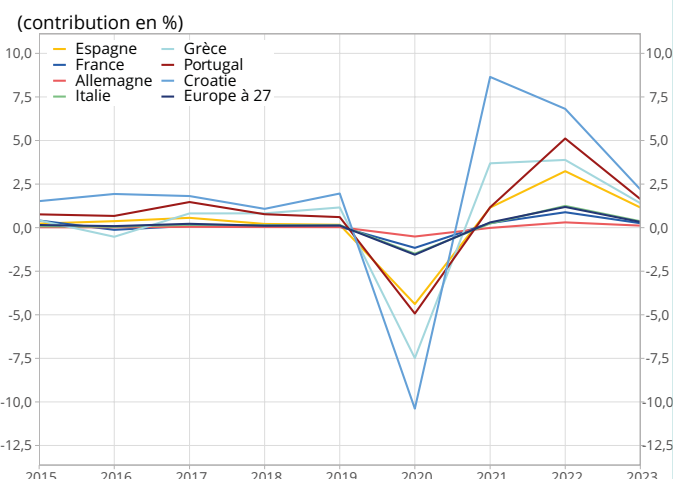


Dernier point : 2023.

Lecture : en 2022, les exportations de services de voyage pèsent 5,0 % du PIB espagnol en euros courants.

Source : Eurostat, calculs Insee.

► 16. Évolution des contributions des exportations de services de voyage à la croissance du PIB dans les différents pays d'Europe



Dernier point : 2023.

Lecture : en 2022, en Croatie, les exportations de services de voyage contribuent de +6,8 points de pourcentage à la croissance du PIB en euros courants.

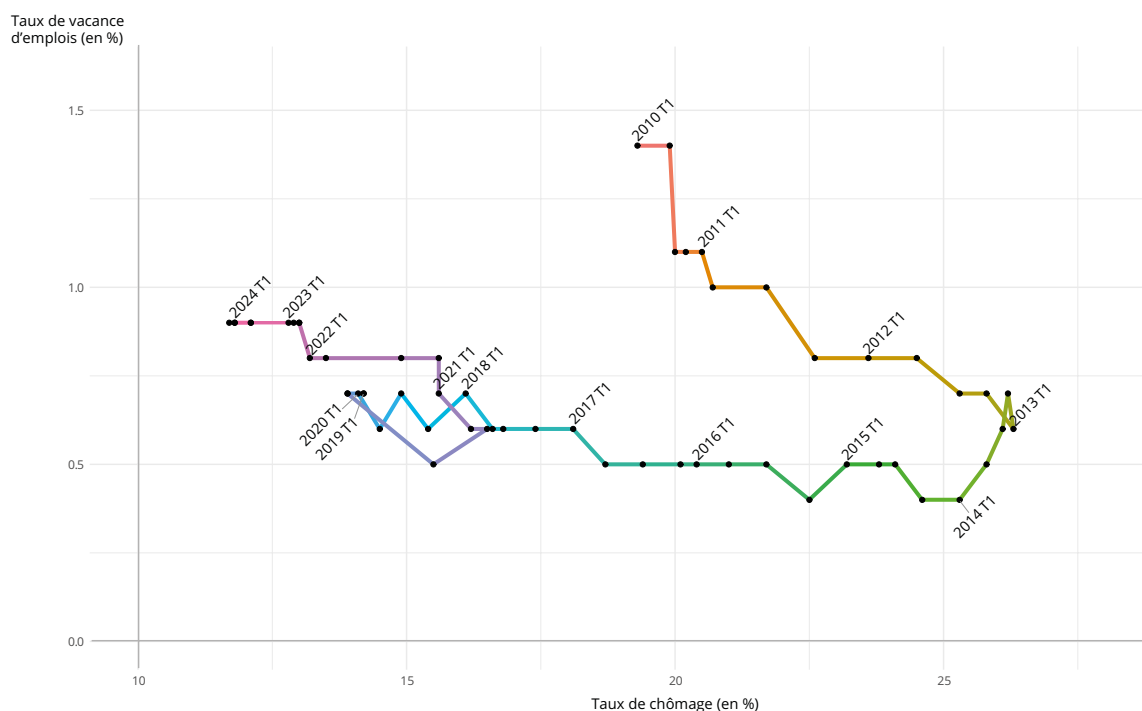
Source : INE, calculs Insee.

Encadré 2 – La courbe de Beveridge en Espagne

La courbe de Beveridge représente graphiquement le lien entre taux de chômage (en abscisses) et le taux d'emplois vacants (en ordonnées). Cette courbe est normalement décroissante : plus le taux de chômage est élevé, plus le taux d'emplois vacants est faible. Un déplacement « le long » de cette courbe traduit donc une évolution cyclique ou conjoncturelle : une baisse du chômage accroît les tensions de recrutement. En revanche, un déplacement de la courbe vers l'origine traduit une amélioration du fonctionnement du marché du travail : un même taux de chômage est associé à un taux d'emplois vacants plus faible. C'est l'un des objectifs recherchés par la mise en œuvre de réformes structurelles du marché du travail.

La ► **figure 17** présente la courbe de Beveridge pour l'Espagne, de 2010 à 2024. De 2010 à 2013, cette dernière est stable, tandis que la situation conjoncturelle se dégrade tendanciellement : le taux de chômage augmente au fur et à mesure que le taux d'emplois vacants diminue. Au cours de la deuxième partie de la décennie, la courbe de Beveridge se déplace vers l'origine, signe d'une amélioration du fonctionnement du marché du travail : la baisse du taux de chômage se fait à taux d'emplois vacants constant. Depuis 2018, la courbe de Beveridge a cessé son déplacement et une nouvelle relation décroissante est à l'œuvre entre taux de chômage et taux d'emplois vacants, plus proche des axes du graphique que celle observée en début de période : un même taux de chômage y est associé à des difficultés de recrutement moins fortes en fin de période qu'en début de période. Ce phénomène traduit une probable baisse du taux de chômage structurel en Espagne depuis 15 ans. ●

► 17. Courbe de Beveridge pour l'Espagne, de 2010 à 2024



Dernier point : deuxième trimestre 2024.

Lecture : au premier trimestre 2010, le taux de chômage en Espagne était de 19,3 %, pour un taux de vacance d'emplois de 1,4 %.

Source : INE, calculs Insee.

Bibliographie

Direction Générale du Trésor (2016), « Quel premier bilan tirer de la réforme du marché du travail adoptée en Espagne ? », Trésor-Éco n°174, 2016.

Funcas (2024), Previsiones económicas para España 2024-2025.

Funcas (2023), El nivel educativo de la población inmigrante en España permanece estancado desde principios de siglo.

Ministerio de Inclusion, Seguridad Social y Migraciones (2024), Extranjeros con certificado de registro o tarjeta de residencia en vigor.

INE (2024), Total expenditure survey. December 2023 and year 2023.

EPRS (2024), Spain's National Recovery and Resilience Plan: Latest state of play. ●